

COMMUNIQUÉ DE PRESSE :

Garantir l'accès à tous et l'égalité dans l'après crise du COVID-19

#BeyondTheOutbreak

Malgré les efforts conséquents de la part des autorités locales, nos villes sont pas prévues pour tout le monde

La pandémie du COVID-19 a souligné l'importance de garantir l'égalité d'accès à tous. En effet, les personnes handicapées, les personnes âgées et de nombreuses autres populations ont dû faire face à de nombreuses difficultés supplémentaires au cours de l'épidémie. La discussion qui a eu lieu lors de l'expérience d'apprentissage en direct de **CGLU, Metropolis, World Enabled, BMZ, GIZ et ONU-Habitat**, s'inscrit dans le cadre de l'initiative Cities4All. Elle fait suite aux recommandations politiques du Townhall en faveur de villes accessibles et inclusives. Ces initiatives ont souligné l'importance de prendre en compte les valeurs d'équité et d'accessibilité dans la période qui fera suite à la crise, afin d'ouvrir de nouvelles possibilités d'égalité d'accès, de solidarité et de résilience dans les villes.

Au cours de la session, les participants ont abordé les mesures prises pendant l'épidémie pour assurer l'égalité d'accès, ainsi que les dispositions à adopter pour assurer une progression commune. La session a permis de partager l'expertise des maires, des responsables municipaux et des partenaires tels que **l'UNICEF** et la **Banque mondiale**.

La session a été introduite par **Maimunah Mohd Sharif**, directrice générale de ONU-Habitat, qui a invité les autorités municipales à établir des partenariats avec des organisations de personnes handicapées et de personnes âgées, à garantir un environnement propice aux besoins de tous, en portant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles handicapées afin de garantir le respect des principes universels.

"Les impacts de la crise seront inégaux, en particulier dans les milieux où des inégalités existent déjà. Il est essentiel de disposer de données désagrégées, d'inclure des informations sur les obstacles et de permettre aux responsables municipaux d'améliorer l'accessibilité", a-t-elle déclaré.

Emilia Saiz, Secrétaire Générale de CGLU, a facilité le dialogue entre les gouvernements locaux. Elle a souligné la nécessité de transformer certaines des mesures temporaires en mesures permanentes au-delà de l'épidémie. Elle a appelé les collectivités territoriales à prendre leurs responsabilités et à comprendre que la qualité de vie des plus vulnérables est ce qui définit également la qualité de nos sociétés. *"Notre partenariat au sein du Pacte mondial des villes*

pour tous est essentiel pour assurer un véritable élan en faveur de l'accessibilité dans l'agenda des gouvernements locaux et régionaux".

L'Envoyée spéciale des Nations Unies pour le handicap et l'accessibilité, **María Soledad Cisternas**, a appelé les dirigeants des collectivités territoriales à envisager la participation pleine et entière des citoyens. Elle les invite également à les associer dans l'élaboration des politiques publiques, de la législation et des plans afin de faire face à la pandémie, et à intégrer les enseignements de la session dans les stratégies futures. *"L'accessibilité, c'est maintenant", a-t-elle déclaré, "et il est essentiel d'utiliser ces espaces pour que les gouvernements locaux et les autres parties prenantes puissent dialoguer et faire de l'accessibilité une réalité dans la réalisation des droits de l'homme".*

Victor Pineda, président de World Enabled et co-fondateur de l'initiative Cities4All, était le co-animateur de l'expérience d'apprentissage. Il a introduit la deuxième partie de la session intitulée "L'inclusion radicale et la Plateforme mondiale des villes pour tous" avec des partenaires de la Banque mondiale et des Nations Unies. Il a également salué l'implication des villes signataires du Pacte et a présenté la feuille de route de l'initiative Cities4All et du Pacte mondial pour l'année à venir.

"Nous devons poursuivre notre action de sensibilisation, en partageant nos expériences grâce à un dialogue continu. Il est essentiel de surmonter les territoires en déficit de données et de pallier le manque de réponses concrètes, pour apporter le changement dont nous avons besoin", a-t-il déclaré.

La première table ronde, centrée sur les expériences des collectivités territoriales, a été animée par Ibnu Sina, maire de Banjarmasin. Elle a présenté le groupe de travail spécial multipartite mis en place par sa ville, qui s'est penché sur les groupes vulnérables, notamment les personnes handicapées, les personnes âgées et les plus précaires. Le groupe a également préparé des liens de sécurité sociale pour distribuer de l'aide et de la nourriture à ceux qui en ont le plus besoin. **Cid Torquato**, représentant du Bureau du Maire pour les personnes handicapées de Sao Paulo, a souligné que la crise de l'épidémie du COVID-19 a également présenté une fenêtre d'opportunité pour adopter la transformation numérique. Il a également soulevé que le télétravail pourrait offrir une opportunité à de nombreuses personnes handicapées et diminuer les préjugés.

Le Dr **Bushra Al Mulla**, directeur exécutif du département du développement communautaire de la ville d'Abu Dhabi, a exposé les mesures prises par la ville et la manière dont celle-ci s'est efforcée de protéger ses travailleurs les plus vulnérables. La municipalité a notamment offert des possibilités de travail à domicile aux femmes enceintes et aux personnes handicapées avant même le début des restrictions d'accès aux services, ainsi que des possibilités de scolarisation à domicile.

Imen Ouardani, maire adjointe de la ville de Sousse, a évoqué l'impact de la pandémie sur les migrants et, en particulier, sur les migrants qui se trouvent dans des situations précaires en raison de la pandémie. Elle a exposé les travaux menés

dans la municipalité pour assurer la réintégration économique des migrants et améliorer l'accès au service public, à la numérisation et à l'information pour tous.

Victor Calise, représentant du Bureau du maire de la ville de New York pour les personnes handicapées, a décrit les efforts déployés par la ville pour atteindre les personnes handicapées, par l'intermédiaire de facilitateurs de services aux personnes handicapées et d'un site web qui leur est dédié, facilitant l'accès aux ressources aux personnes qui ont besoin d'aide. La question de l'éducation est essentielle pour assurer l'égalité d'accès, c'est pourquoi, a-t-il déclaré, le département de l'éducation s'est efforcé de faire en sorte que l'ensemble des documents soient disponibles dans des formats numériques accessibles.

La ville de Montevideo, représentée par **Fabiana Larisa Goyenche**, directrice du développement social, a connu un changement radical dans sa façon de penser le handicap, en se concentrant sur la question de l'accessibilité et sur la façon dont il incombe au gouvernement local d'éliminer les obstacles pour les personnes handicapées et de faire face à l'urgence sociale qui découle de la pandémie. **Johanna Seppala**, chef de l'unité de participation et d'information du bureau exécutif de la ville d'**Helsinki**, a expliqué comment le gouvernement local avait développé l'initiative *Helsinki Aid*, afin de fournir une aide aux personnes âgées et aux personnes les plus nécessiteuses.

Charlotte McClain Nhlapo, conseillère mondiale en matière de handicap auprès de la Banque mondiale, a présenté le travail de l'unité de la Banque mondiale en charge des questions de handicap. Elle s'est concentrée sur deux engagements clés : garantir des installations publiques adaptées aux besoins des personnes handicapées et l'accès à des données ventilées sur le handicap. Elle a invité les participants à répondre à l'enquête fournie par CGLU et World Enabled, afin de recueillir des données sur l'accessibilité dans la crise du COVID-19.

Kristine Lange, spécialiste du programme "Disability Inclusive Humanitarian Action" de l'UNICEF, a expliqué comment la crise avait obligé l'agence à repenser la prestation de services. La pandémie a touché en particulier les enfants handicapés, et notamment ceux qui vivent en institution. Le travail de l'UNICEF est axé sur l'accès des enfants à l'éducation et à l'information en pleine pandémie, et sur la nécessité d'adapter les programmes scolaires. Elle a salué le niveau d'engagement en faveur de l'accessibilité et a déclaré qu'il est nécessaire de garantir et de pérenniser ces engagements dans la période post-crise.

La synthèse a été présentée par **Octavi De la Varga**, Secrétaire Général de Metropolis, qui a insisté sur la nécessité de garantir l'accès à tous. La pandémie du COVID-19, a-t-il affirmé, a montré que les personnes handicapées sont un groupe hétérogène de personnes ayant des besoins divers, et que l'épidémie nous donne l'occasion de repenser la façon dont nous élaborons nos politiques et de transformer véritablement notre façon de penser l'accès aux services publics et de fournir les services de base.

Les villes ont été invitées à télécharger leurs expériences sur la plateforme www.citiesforglobalhealth.org où vous pouvez accéder à plus de 400 initiatives.

Les exercices d'apprentissage en direct se poursuivront la semaine prochaine, avec une session sur la **démocratie locale**.

A propos de la série Live Learning Experience :

La **série d'apprentissage en direct** organisée par CGLU, Metropolis et ONUHabitat a rassemblé plus de 2 000 participants au cours de dix sessions pendant lesquelles des représentants des collectivités territoriales, du système des Nations unies et des partenaires de la société civile ont partagé leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions pour soutenir les populations face à la pandémie, en fournissant des services de base essentiels. La série a débuté fin mars et des villes du monde entier ont partagé leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions en réponse à la pandémie. Elles ont également partagé leurs points de vue d'acteurs en première ligne sur la manière dont les villes sont appelées à se transformer dans la période d'après-crise.

À propos de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :

CGLU est l'organisation mondiale des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations qui représente et défend leurs intérêts sur la scène mondiale. Représentant 70 % de la population mondiale, les membres de CGLU sont présents dans toutes les régions du monde : Afrique, Asie Pacifique, Europe, Eurasie, Moyen-Orient et Asie occidentale, Amérique latine et Amérique du Nord - organisés en sept sections continentales, une section métropolitaine et un forum régional. Ce réseau couvre plus de 240 000 villes, régions et métropoles et plus de 175 associations de collectivités territoriales présentes dans 140 pays. Parmi ses principaux domaines d'intérêt politique, CGLU compte la démocratie locale, les changements climatiques et la protection de l'environnement, la réalisation des Objectifs de développement durable, les finances locales, le développement urbain et la diplomatie des villes pour la consolidation de la paix. Pour en savoir plus, visitez le site www.uclg.org et suivez [@uclg_org](https://twitter.com/uclg_org).

À propos d'ONU-Habitat

ONU-Habitat est l'agence des Nations unies qui s'occupe de nos villes et territoires. L'ONU-Habitat travaille dans plus de 90 pays et soutient les habitants des villes et des établissements humains pour un avenir urbain meilleur. En collaboration avec les gouvernements et les partenaires locaux, ses projets à fort impact combinent une expertise mondiale et des connaissances locales pour fournir des solutions ciblées en temps utile. L'Agenda 2030 pour le développement durable comprend un objectif spécifique sur les villes, l'ODD 11 - rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables. Pour plus d'informations, visitez le site www.unhabitat.org et suivez [@unhabitat](https://twitter.com/unhabitat).

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Alejandra Salas
Secrétariat mondial de CGLU, Barcelone
communication@uclg.org

Susannah Price
Cheffe de la communication, ONU-Habitat
susannah.price@un.org Tél. 254 722 719867